

Dans ce numéro :

Un article du jeune communiste polonais KOLAKOWSKI

« QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ? »

censuré par Gomulka

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROUSKYSSTE)

REDACTION ADMINISTRATION 5, rue de Charonne, Paris (XI) — Tél. : ROQ. 69-52

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Etranger : 1 an : 1.200 fr. C.C.P. 516 de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris ABONNEMENTS : 1 an : 600 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr.

LE DÉCRET

S OUBRIANT et détendu, le président du Conseil « socialiste » va aborder un « grand » débat. Nul doute que son gouvernement obtiendra la confiance. Aux deux ailes de l'hémicycle, M. Mollet, sous une forme ou sous une autre de l'appui des députés. La bourgeoisie ne peut renverser l'homme qui, avec Lacoste, mène sa guerre constitutionnelle. Et les staliniens, s'ils votent contre, prendront soin, si cela est nécessaire, de mener leurs voix afin que Mollet remporte la majorité. Les dirigeants du P.C.F. ont une position bien précise, et par là-même, ils sont en action. Un fait pas sans importance par la presse le démontre.

La duplicité est la caractéristique essentielle de la politique des gouvernements français. M. Guy Mollet est un exemple typique de l'hypocrisie fondamentale, inhérente au régime parlementaire. Mais il n'est pas le seul. M. Mendès-France a convoqué les parlementaires radicaux en « conclave », « Le Monde », « L'Express », « France-Observateur », « Libération », « Témoignage Chrétien » s'efforcent quotidiennement ou hebdomadairement de forger une solide réputation à l'ex-président du Conseil. Sans compromis, taille d'un bureaucrate et forme dans sa volonté de paix, tel serait, à les croire, Mendès-France. Le « conclave » s'est terminé sur une résolution à l'égard de la gauche-branche radical typique et la confiance sans réserve au ministre de la guerre totale, Edgar-Edmond.

Il serait erroné de ne voir dans l'hypocrisie de ces messieurs, que des traits de caractère. Ils ont, en fait, à l'essence même du parlementarisme bourgeois. Le député mendésiste Rolland, ramenant au « conclave » radical, a exprimé clairement cette essence : « Monsieur Rolland était dit de redressement, mais que l'on a pu être obtenu, mais après que les méthodes du général Massu soient parvenues trop violentes », écrit « Le Monde ».

Partisans de la guerre, les mendésistes en refusent (en paroles) les conséquences. Répression, « l'accord », mais pas « trop violent ». En fait, le mendésisme est une dévotion à Lacoste et à sa méthode. Il propose aux Algériens une mort en douceur. Massu lui veut brutalement. Il justifie le meurtre : le maintien du colonialisme.

Après tout, Mendès-France est vice-président du Parti radical ; un parti de gros banquiers. Mais le P.C.F. lui, se prétend le parti de la classe ouvrière. La dernière réunion du Comité

trou. Lors des élections sénatoriales en Dordogne, les staliniens ont voté pour le candidat de Lacoste. Félix, au nom du B.P du P.C.F., a timidement découvert les dirigeants de la Fédération de Dordogne de son Parti. Nous avions souligné, en son temps, que ce vote était intervenu à la suite d'un accord conclu entre Lacoste et les staliniens de Dordogne, et sur la directive expresse du secrétariat du Parti. La preuve en a été fournie ensuite : le sénateur P.C.F. ont voté la validation du sénateur candidat de Lacoste.

mentales entre la bureaucratie russe et l'impérialisme américain qui marche la main dans la main avec le Vichy. L'enchevêtrement inextricable des « forces » qui participent au jeu parlementaire, qui se coupent et se recouparent, traduit une confusion totale dans les cercles des « grands » de ce monde qui croient diriger parce qu'ils siègent à l'Assemblée Nationale. Front Républicain. En fait, il y a le décor et l'arrière-scène. Les décorateurs s'efforcent de masquer l'édifice croquant d'un système lézardé de toutes parts. Sur le plan financier, économique, social, en Afrique Noire et en Inde, les forces populaires se cherchent et tendent à former en termes dactylés les besoins d'une

LA DÉCENTRALISATION CENTRALISÉE DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

DES le mort de Staline, la bureaucratie soviétique a tenté de mettre un peu d'ordre dans sa gestion en essayant de rompre avec les excès centralisateurs de l'ère stalinienne à son apogée. En effet, « dans l'activité gouvernementale, le culte de la personnalité a conduit fréquemment à une centralisation démesurée, à la limitation des droits des organes soviétiques, au mépris des conditions locales et de l'initiative des travailleurs ». Le revue Kommunist d'avril 1956. Des 1954 Khrouchchev dénonçait cette centralisation excessive. Le plan des sovkhozs chargés de la production du caracol (mouton d'Asie fourragerait Tuzhrakov), par exemple, se trouvent, dit-il, dans les républiques d'Uzbekistan, de Turkménistan, de Kirghizistan, etc. dans le Kazakhstan. Or, où se trouve leur service central ? A Moscou. Au ministère des sovkhozs de la RSFSR (Moscou) se sont installés également les directions des sovkhozs de Sibérie occidentale et d'extrême

Orient. Et il en est de même dans toutes les branches d'activité. Toute la vie du pays se met sous la protection de l'étatle bureaucratie, « père génial », dispensateur de tous les bienfaits, prometteur de toutes sortes d'honneurs et de privilèges matériels, sans autre souci des nécessités économiques du pays. Avant l'arrivée du 20^e Congrès du Komsomol de 1954, intitulé « Améliorer le travail de l'appareil gouvernemental », le ministre des finances, Zverev annonçait les premières mesures. « Ces derniers temps, une quantité importante d'entreprises industrielles et agricoles est passée de la gestion par l'Union à celle des républiques. Ces républiques ont pris sous leur contrôle 24,5 mille entreprises diverses. Cela a permis de passer à la décentralisation de la direction des entreprises. Des mesures sont prises pour améliorer le travail des entreprises du contrôle de l'Union à celui des républiques. » Le pourcentage d'entreprises dépendant des républiques passait ainsi à 47 % pour 53 % dépendant de l'Union. Dans la région de la mort de Staline, ces pourcentages étaient respectivement de 30 % et de 70 %.

ABROGATION DES POUVOIRS SPECIAUX !

LE 11 mars 1956, l'Assemblée Nationale, édue le 2 janvier sous le signe de la grande victoire du Front Républicain, après une campagne électorale au cours de laquelle tous les partis de gauche se sont unis, a voté l'abrogation des pouvoirs spéciaux au gouvernement Algérie. Ce vote a été précédé par une séance de travail où les députés ont discuté longuement les raisons de l'abrogation des pouvoirs spéciaux. Le vote a été précédé par une séance de travail où les députés ont discuté longuement les raisons de l'abrogation des pouvoirs spéciaux. Le vote a été précédé par une séance de travail où les députés ont discuté longuement les raisons de l'abrogation des pouvoirs spéciaux.

« Toute l'action du gouvernement tend à créer une situation où une libre consultation soit possible et où les citoyens puissent participer à la vie de leur pays. Cette action a été précédée par une séance de travail où les députés ont discuté longuement les raisons de l'abrogation des pouvoirs spéciaux. Le vote a été précédé par une séance de travail où les députés ont discuté longuement les raisons de l'abrogation des pouvoirs spéciaux.

BOURGIBA ET L'ALGÉRIE

DES lors Bourguiba va défendre à Paris, et ailleurs, ses idées brillantes et réalisées, ou au peut résumées ainsi : les Algériens ne sont pas une nation, mais la France, mais sont désespérés et prêts à se rallier à l'interlocuteur-homme d'état, qui est le général Ferhat Abbas, par exemple ; Bourguiba offrirait d'ailleurs sa médiation (1).

Cependant, les fellaghas ne semblent pas entendre. Le 15 mars, de vieilles revendications de la région de Médénine entre l'armée française et une colonne de 500 hommes composés de Sud-Tunisais, Libyens, Algériens et disposant d'armes modernes.

Le 24 mars, « les combats les plus meurtriers qui aient eu lieu depuis 4 ans » se déroulent à Rhoume-Rassane.

Devant le marasme économique et la pression des fellaghas, le ministre Ben Amar tombe, et Bourguiba, prenant « le plus grand risque de sa carrière », accepte de former le gouvernement.

« Nous n'avons pas peur de la lutte, et nous lutterons si nous ne pouvons pas recouvrer notre souveraineté ». Il ne s'agit pas, bien sûr, de soutenir les fellaghas algériens, mais de passer de la fiction « autonome » à la fiction « indépendance ». Même dans ce domaine, Bourguiba ne s'avance pas trop. « On ne doit pas oublier, que dans cette guerre, le peuple tunisien n'est pas avec la France, qu'il est de cœur (1) avec le peuple algérien. Les fellaghas algériens ont une passion de la base de l'UGTT déclare : « Si le besoin était, nous nous mobiliserions pour aller aider les Algériens à la libération de l'Algérie martyre ».

Les dirigeants staliniens ne dissimulèrent pas que leur vote pour cette loi, ultra-républicain, était un vote leur soutien à la politique des « liens indissolubles » entre la France et l'Algérie. Comme Guy Mollet affirmait : « Si fallait préparer l'avènement d'un Etat musulman (autrement dit : l'indépendance de l'Algérie R. M.), je dirais : pas avec nous ».

re que la France doit traiter immédiatement avec les rebelles. A Max Clot, qui a une préoccupation essentielle du gouvernement, il a répondu sans hésiter : « L'Algérie. Tout dépend de la solution rapide du problème algérien : le rétablissement de la sécurité intérieure en Tunisie, les réformes économiques et sociales, l'établissement des liens d'interdépendance avec la France. Rien ne pourra être fait sans cela ».

Mais la manifestation des fascistes le 6 février à Alger, et le fait que les pouvoirs spéciaux soient votés et Bourguiba continuera à proposer sa médiation. Le 8 mai, il répète inlassablement : « l'expérience tunisienne doit inspirer la solution au problème algérien » tandis qu'il prêche la médiation aux Algériens. Dans un discours prononcé à Tatahouine (Sud), il déclare : « Nous avons été victorieux et c'est que nous avons préparé et réussi méticuleusement les conditions du succès pendant vingt-cinq ans de propagande et d'organisations en présentant des revendications raisonnables et modérées ».

« Le Monde » l'interviewe, et Bourguiba répond : « Je suis content de toutes les questions qu'on lui pose. »

Tunis au content de l'entrevue de Belgrade, le 22 septembre, Bourguiba parle maintenant de la « vocation du peuple algérien à l'indépendance ». Une conférence de Tunis, qui doit consacrer le triomphe de sa sagesse et de sa modération.

Bourguiba peut alors se permettre de donner satisfaction au gouvernement français en déclarant : (Suite page 2.)

Mais ils s'en gardent bien. Ce ne sont pas des imbéciles, ce sont de rastes calculateurs, qui savent exactement ce qu'ils veulent. Ils ont servi les intérêts de leurs maîtres, les bureaucraties contre-révolutionnaires du Kremlin, ces fidèles agents de l'impérialisme à continuer à bavarder sur les élections, mais la réalité, c'est la guerre totale qu'annonçait « LA VERITE », le gaspillage de milliards par centaines, l'accumulation des ruines et des débris.

Aussi bien, le vote des pouvoirs spéciaux a-t-il contribué puissamment à faire prendre conscience aux travailleurs français, particulièrement aux ouvriers communistes, de la situation de leur pays. Ils se sont rendus compte que l'abrogation de la loi scierait, pour créer une situation où une libre consultation soit possible et où les citoyens puissent participer à la vie de leur pays.

SAUVONS DJEMILA BEN MOHAMED !

Djemila Ben Mohamed, sœur de Mustafa Ben Mohamed, dirigeant MNA emprisonné depuis 18 mois, a été arrêtée à Alger par les paras dans la nuit du 6 au 7 mars 1957.

D'après une lettre reçue d'Alger, les paras sont revenus avec elle dans la nuit du 9 au 10 mars pour perquisitionner à son domicile.

Elle ne pouvait marcher ; ils la portaient dans les bras.

Qu'est-ce que le Socialisme ?

Un article de Kolakowski, paru dans l'hebdomadaire révolutionnaire « Po Prosti », censuré après une intervention personnelle de Gomulka, il a circulé de main en main à Varsovie, et a été affiché sur les panneaux de l'Université par les étudiants. C'est ainsi qu'il a pu parvenir à l'hebdomadaire américain « New Leader », d'après lequel nous le reproduisons.

Un Etat qui produit d'excellents avions à réaction et de mauvaises chaussures. Un Etat dans lequel les politrons vivent mieux que les braves. Un Etat dans lequel les avocats sont presque toujours d'accord avec le procureur. Empire, tyrannie, oligarchie, bureaucratie. Un Etat dans lequel la majorité des gens cherchent Dieu pour trouver une consolation dans leur misère. Un Etat qui octroie le prix à de pseudo-héros et en fait plus sur la politique que les peuples. Une nation qui opprime d'autres nations. Une nation qui est opprimée par une autre nation. Un Etat qui veut que tous ses citoyens aient la même opinion en philosophie, politique, économie, littérature et morale. Un Etat dont le gouvernement définit les droits de ses citoyens, mais dont les fonctionnaires ne défendent pas les droits du gouvernement.

Achetez tous vos livres au service de Librairie de la SPEL

«La révolution des Conseils ouvriers hongrois» PAR FRANÇOIS MANUEL Préface de ROBERT CHERAMY L'exemplaire : 200 francs Par 10 : 180 francs Passez vos commandes à la S.P.E.L. C.C.P. 6032-01 PARIS

GREVES TOURNANTES

ou préparation de la grève générale

Lundi 13 mars, à l'appel des fédérations CFTO et CGT, les mineurs de tous les bassins ont fait une grève de vingt-quatre heures...

En d'autres termes : Vivre les grèves tournantes ! Les directions syndicales s'en donnent à cœur joie.

Et cela ne fait que commencer. En d'autres termes : Vivre les grèves tournantes ! Les directions syndicales s'en donnent à cœur joie.

Certains qui prétendent que : « Mais la grève générale n'est pas possible tout de suite... » Il suffit de répondre d'abord que la grève générale n'est jamais possible tout de suite...

Prévoyant la poussée ouvrière et voulant la prévenir, les organisations syndicales s'ingénieront depuis plusieurs semaines, à cloisonner, et horizontalement, les mouvements qui se déclenchent.

Mais voilà, la politique des travailleurs n'est pas précisément celle des organisations syndicales. C'est d'abord la lutte, et c'est ensuite le problème, en préparant et en organisant eux-mêmes la lutte.

Mais chaque pas en avant qu'ils feront sera un pas de plus vers un combat d'envergure nationale des travailleurs contre le gouvernement, l'Etat-patron, et le patronat.

Comptes Rendus de l'Assemblée de l'Union des délégués du Ghana à l'occasion de son indépendance

U milieu des fêtes, la célébration de l'indépendance du Ghana s'est déroulée à Accra le 6 mars. La représentante personnelle de la Reine, la duchesse de Kent...

Après l'effondrement de la puissance espagnole, c'est l'Angleterre qui assure le monopole de l'or, du vivrier et des esclaves. Au début du XIX^e siècle les Anglais étaient solidement installés sur la côte et dans la région du Sud (Gold Coast Colony).

Après la prise de pouvoir mondiale, le développement industriel du pays va se poursuivre, basé sur l'exploitation et l'exportation des ressources minérales (or, manganèse, bauxite) et du cacao, principale richesse agricole.

En 1947, se constitue l'UGCC (United Ghana Convention) dont le leader était le Dr Danquah, et le mot d'ordre : gouvernement autonome dans le plus bref délai possible.

En 1948 les prix du cacao baissent. De nombreux paysans et salariés sont ruinés. Cette situation est devenue une véritable crise sociale à Accra, Nkrumah, qui sent qu'en l'absence d'un parti révolutionnaire, le mouvement risque d'échouer.

En 1948 les prix du cacao baissent. De nombreux paysans et salariés sont ruinés. Cette situation est devenue une véritable crise sociale à Accra, Nkrumah, qui sent qu'en l'absence d'un parti révolutionnaire, le mouvement risque d'échouer.

En 1954, une nouvelle Constitution fut instituée, dans laquelle le pouvoir était confié à un gouvernement d'autonomie interne. Le 6 mars 1957, le Ghana obtint son indépendance.

Devant l'ampleur de ce mouvement, le gouvernement dut réviser ses conceptions à l'égard du régime constitutionnel qui publie son rapport le 29 octobre 1949.

En 1949, le Ghana obtint son indépendance. Devant l'ampleur de ce mouvement, le gouvernement dut réviser ses conceptions à l'égard du régime constitutionnel qui publie son rapport le 29 octobre 1949.

Le CPP le dénonça et tint le 20 novembre 1949 son premier meeting de masse. Devant un public de 30.000 personnes, Nkrumah déclara qu'un régime général de réformes devait être instauré.

Le gouvernement refusa de réintégrer Nkrumah dans le gouvernement. Le 10 janvier 1949, le mouvement s'accommoda de la situation, mais la lutte d'ensemble ne coopéra point.

Le 10 janvier 1949, le mouvement s'accommoda de la situation, mais la lutte d'ensemble ne coopéra point. Le 10 janvier 1949, le mouvement s'accommoda de la situation, mais la lutte d'ensemble ne coopéra point.

Le 10 janvier 1949, le mouvement s'accommoda de la situation, mais la lutte d'ensemble ne coopéra point. Le 10 janvier 1949, le mouvement s'accommoda de la situation, mais la lutte d'ensemble ne coopéra point.

Le 10 janvier 1949, le mouvement s'accommoda de la situation, mais la lutte d'ensemble ne coopéra point. Le 10 janvier 1949, le mouvement s'accommoda de la situation, mais la lutte d'ensemble ne coopéra point.

« La Voix du travailleur Algérien »

Le premier numéro de « La Voix du Travailleur Algérien », organe de la Fédération de France de l'Union des algériens (USTA) vient de paraître.

Sous le titre « L'USTE vit et combat », l'organe donne des informations très précieuses sur le développement des comités syndicaux locaux dans le Nord, l'Est, le Centre, le Midi et la Région Parisienne.

En attendant, il est juste que le mouvement d'émancipation qui se crée en Afrique noire et l'Afrique du Nord est un combat pour l'indépendance, la lutte pour la libération nationale.

En attendant, il est juste que le mouvement d'émancipation qui se crée en Afrique noire et l'Afrique du Nord est un combat pour l'indépendance, la lutte pour la libération nationale.

En attendant, il est juste que le mouvement d'émancipation qui se crée en Afrique noire et l'Afrique du Nord est un combat pour l'indépendance, la lutte pour la libération nationale.

En attendant, il est juste que le mouvement d'émancipation qui se crée en Afrique noire et l'Afrique du Nord est un combat pour l'indépendance, la lutte pour la libération nationale.

ELECTRICITE DE FRANCE (Nantes)

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

DANS le journal nantais, les mouvements de débrayage à l'EDF-GDF ont été suivis par l'unanimité des agents, ce qui bien qu'une partie importante des agents soit composée de fonctionnaires de l'Etat...

U.R.S.S.

Enfée de la bureaucratie soviétique gagne entre les bas échelons de la production. Venant des ministères, des directions, des bureaux, il descend à la division supérieure de l'usine.

En résumé, dans beaucoup d'entreprises et principalement dans les grosses, il se crée un appareil d'Etat du type de celui de la direction de l'usine. Près du chef d'atelier, à un bureau de planification, un bureau technique, une comptabilité, un groupe d'approvisionnement, un bureau du travail et des salaires et toute une série d'autres organismes.

Cette limite atteinte marque le parachèvement de la maîtrise de la bureaucratie sur tous les rouages de la production de l'économie soviétique. Le parasitisme bouché despotique de tous ces cadres est évident en URSS.

Dans les entreprises des ministères de l'Union soviétique, la construction mécanique, du matériel de chemin de fer, de l'industrie électrotechnique, de l'électronique, de celle des instruments de précision...

Dans les entreprises des ministères de l'Union soviétique, la construction mécanique, du matériel de chemin de fer, de l'industrie électrotechnique, de l'électronique, de celle des instruments de précision...

Ques-ce que le Socialisme ?

Un Etat dans lequel les plans de villes sont secrets d'Etat. Un Etat dans lequel les résultats des élections parlementaires peuvent toujours être remis en question.

Un Etat où existe des liens féodaux. Un Etat qui, en principe, mondial du progrès scientifique. Un Etat où un peuple entier, contre sa volonté, est asservi à la domination d'un autre Etat.

Un Etat qui croit que lui seul peut sauver l'humanité. Un Etat qui considère qu'il a toujours raison. Un Etat dans lequel l'histoire est un jeu d'enfant.

Un Etat dans lequel les citoyens ne peuvent pas lire les plus grandes œuvres de la littérature contemporaine, ni voir les beaux arts de leur propre pays. Un Etat qui déclare que le monde est très compliqué, mais en fait, croit qu'il est très simple.

Un Etat dans lequel le monde est très compliqué, mais en fait, croit qu'il est très simple. Un Etat dans lequel les citoyens ne peuvent pas lire les plus grandes œuvres de la littérature contemporaine...

SUSCRIREZ